

DE L'UKRAINE AU DÉTROIT DE TAÏWAN : CONFLITS HÉGÉMONIQUES ET SOLIDARITÉS OCCIDENTALES



JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
NOTE 74, MAI 2025



L'Institut Thomas More est un think tank libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

DE L'UKRAINE AU DÉTROIT DE TAÏWAN : CONFLITS HÉGÉMONIQUES ET SOLIDARITÉS OCCIDENTALES



JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
NOTE 74, MAI 2025

Jean-Sylvestre Mongrenier est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est auditeur de l'IHEDN où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur *Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne*. Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Choiseul, 2009), *Le Monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020), *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 4e édition, 2024), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2e édition, 2023), et de *Le Monde vu d'Istanbul. Géopolitique de la Turquie et du monde altaïque* (PUF, 2023) •

Sommaire

Résumé	6
Introduction	7
Situation et dynamiques de la guerre d'Ukraine	8
L'Ukraine invaincue	8
L'axe sino-russe contre l'Occident	9
Les incertitudes du <i>leadership</i> américain	11
Montée des tensions dans le détroit de Taïwan et escalade en Méditerranée asiatique	13
Le péril chinois : du nœud coulant à la guerre	13
L'improbable limitation d'une guerre dans le détroit de Taïwan	15
Une attitude américaine plus ambiguë que « stratégique » ?	17
Face à la menace d'un « schisme d'Occident »	19
Sur l'avenir de l'OTAN	19
Une perspective paneuropéenne	21
L'Europe du Grand Large et l'Indo-Pacifique	23
En guise de conclusion	25



Résumé

Les puissances occidentales en butte à l'hostilité d'un axe Moscou-Pékin • Alors que la « Russie-Eurasie » de Vladimir Poutine n'a pas renoncé à ses objectifs en Ukraine, et plus largement en Europe, son grand allié chinois, sous la direction de Xi Jinping, vise la constitution d'une « sphère de coprosperité » en Asie de l'Est et dans le Pacifique occidental. Traversées par des tensions de plus en plus fortes et fragilisées par les incertitudes du leadership américain, les puissances occidentales devraient rehausser leur effort collectif et renforcer leur unité stratégique et géopolitique. A la veille du Dialogue de Shangri-La, qui aura lieu le 30 mai prochain à Singapour et auquel participera le président français Emmanuel Macron, Jean-Sylvestre Mongrenier rappelle que pour préserver l'essentiel, il importe de transcender la conjoncture et de penser globalement.

Situation et dynamiques de la guerre d'Ukraine • Il faut constater que, malgré les défis militaires et économiques, l'Ukraine résiste depuis plus de trois ans à l'agression russe grâce au soutien occidental. La Russie, dont l'« opération militaire spéciale » visait une victoire rapide, n'a pas atteint ses objectifs stratégiques. L'Ukraine, quant à elle, s'est adaptée en développant une industrie d'armement et en mobilisant ses ressources – tout en restant dépendante des systèmes anti-aériens occidentaux. La Russie peut compter sur le soutien de la Chine. Malgré certaines pudeurs, parler d'une « alliance » entre Moscou et Pékin, dirigée contre un ennemi désigné comme tel, en vue d'un monde post-occidental régi par Pékin et Moscou, n'est pas exagéré. Cette alliance a ses prolongements au Moyen-Orient (Iran) comme en Asie du Nord-Est (Corée du Nord).

Montée des tensions dans le détroit de Taïwan • La Chine de Xi Jinping, aux ambitions globales clairement affichées dans le cadre du « Rêve chinois », cherche à supplanter les États-Unis comme hyperpuissance mondiale. Ses premières cibles sont la prise de contrôle Taiwan, assimilée à une « province rebelle », ainsi que la subordination des Philippines, alliées des États-Unis, et la transformation de la Méditerranée asiatique en un « lac » chinois. Les scénarios envisagés pour une attaque contre Taïwan incluent une invasion amphibie ou un blocus économique, avec les conséquences qu'on imagine pour les flux commerciaux mondiaux et la stabilité tant régionale que mondiale.

Au péril d'un « schisme d'Occident » • Face aux appétits russe et chinois, les incertitudes du *leadership* américain, accrues par l'Administration Trump qui oscille entre isolationnisme et unilatéralisme, créent un vide. Cette posture fragilise l'OTAN, laissant redouter un possible découplage géostratégique entre les États-Unis et l'Europe. Dans une perspective paneuropéenne, qui dépasse la seule UE, les États du Vieux continent doivent renforcer leurs capacités militaires et œuvrer à européaniser l'OTAN, en vue d'assumer un rôle plus actif dans la défense continentale et mondiale. Rejetons toute tentation de la ligne Maginot. La région Indo-Pacifique notamment est stratégique pour l'Europe face aux ambitions thalassocratiques de la Chine. La France, avec sa stratégie Indo-Pacifique et ses possessions dans la région, peut jouer un rôle essentiel dans la défense de la liberté de navigation et la sécurité des détroits.

Unité et cohésion de l'Occident • En conclusion, il convient d'appeler à l'unité de l'Occident pour contrer les menaces globales qui courent d'une extrémité à l'autre de la masse euro-asiatique. Flancher sur le théâtre ukrainien aurait des implications dans le détroit de Taïwan et inversement. Si les États-Unis poursuivaient dans la voie sur laquelle ils sont engagés, l'Europe aurait à assumer seule le « fardeau » de sa défense, sans renoncer à projeter pouvoir et influence sur les mers et océans du monde. Il lui appartiendrait de faire rayonner sa civilisation jusqu'en Extrême-Orient.



Introduction

Le semblant de négociations russo-américaines sur le sort de l'Ukraine, ouvertes à Riyad le 18 février dernier, soulève bien des doutes quant à l'avenir de ce pays, en guerre depuis plus d'une décennie. Par extension, certains doutent aujourd'hui de la valeur des garanties de sécurité américaines, cela jusqu'au sein de l'OTAN (le fameux article 5 du traité de l'Atlantique Nord, signé le 4 avril 1949). Les situations géopolitiques étant faites d'interconnexions et de répercussions, à différentes échelles, il est redouté qu'un revirement de la politique américaine entraîne des conséquences dans le détroit de Taïwan et sur le théâtre Asie-Pacifique.

Si l'Administration Trump renonçait de fait à l'OTAN, manifestation historique d'une superpuissance américaine active sur la scène mondiale, *quid* des alliances sur les franges de l'Asie orientale ? (Japon, Corée du Sud, Philippines et Taïwan). Les dirigeants australiens eux-mêmes s'inquiètent de ne plus pouvoir compter sur l'AUKUS (États-Unis, Royaume-Uni et Australie) et la livraison prévue de sous-marins nucléaires. Pour l'Amérique, le Pacifique ne serait plus l'« Océan de la destinée ».

Pourtant, les puissances occidentales (les États-Unis, l'OTAN et autres alliés historiques) sont en butte à l'hostilité d'un axe Moscou-Pékin, actif d'une extrémité à l'autre de la masse eurasiatique, un axe renforcé par l'Iran au Moyen-Orient (mis à mal par les frappes israéliennes sur ses défenses anti-aériennes), par la Corée en Asie du Nord-Est. Le niveau et l'intensité des risques et menaces devraient imposer l'unité et la cohésion du camp occidental. Hélas, les temps longs de l'histoire, et ses brutales accélérations, montrent qu'il n'en va pas toujours ainsi : la réalité objective des menaces et le besoin salutaire d'une action stratégique commune ne suffisent pas à garantir l'unité des puissances mises en cause par les États perturbateurs.

Aussi importe-t-il pour les alliés européens des États-Unis de prendre la mesure des choses, de préserver ce qui peut l'être et d'assumer plus de responsabilités, en Europe et sur le théâtre Indo-Pacifique. L'enjeu global est de faire front, depuis l'Ukraine jusqu'au détroit de Taïwan, plus largement encore de l'Atlantique à l'Indo-Pacifique. A Singapour, le 30 mai prochain, le président français devrait avoir cela en tête. Souhaitons-le.



Situation et dynamiques de la guerre d'Ukraine

L'Ukraine invaincue

De prime abord, il importe de contredire l'idée selon laquelle l'Ukraine serait au bord de la défaite militaire, seule une intervention diplomatique américaine de dernier recours permettant de sauver quelques meubles, au prix de renoncements majeurs d'emblée concédés (la reconnaissance des pertes territoriales, l'abandon de la candidature à l'OTAN, voire la démilitarisation du pays et un changement de régime) (1). Inscrit dans le projet poutinien d'un nouveau Yalta (voir le texte de l'ultimatum de décembre 2021), le plan russe initial était de prendre Kiev en quelques jours et d'araser l'État-nation ukrainien. Schématiquement, le *tempo* stratégique, tel qu'on peut le reconstituer, était le suivant : trois jours pour prendre la capitale ukrainienne, trois semaines pour s'emparer de la totalité du territoire, trois mois pour stabiliser la situation ; la partie orientale de l'Ukraine devait être annexées, sa partie occidentale (au-delà du Dniepr) étant confiée à un régime fantoche que Moscou aurait contrôlé. Bref, une combinaison de domination directe et indirecte. Pour parfaire cette domination et semer la division, Moscou ferait miroiter à Varsovie et Budapest la récupération de portions de l'Ukraine occidentale. Force est de constater que la Hongrie se prête à l'exercice, au point d'interroger quant à sa place dans les instances euro-atlantiques.

En l'état des choses, l'entreprise militaire russe (une « opération militaire spéciale » supposée courte, *de facto* transformée en grande guerre de haute intensité) a échoué ; la seule prise de l'intégralité du Donbass n'est toujours pas réalisée (2). Trois ans après l'opération militaire spéciale du 24 février 2022, point de départ d'une guerre de haute intensité, les armées russes contrôlent moins du cinquième du territoire de l'Ukraine. De surcroît, il importe de considérer les autres champs de confrontation. Ainsi l'aviation russe n'a-t-elle pu conquérir la maîtrise de l'espace aérien et décapiter le système politico-militaire ukrainien au moyen de frappes chirurgicales ; ces derniers mois, la livraison (tardive) par les Occidentaux de moyens anti-aériens et d'avions de combat a même pu contenir la puissance de frappe de la Russie. En mer Noire, les drones navals et missiles ukrainiens ont contraint la flotte russe à évacuer les ports de Crimée, pour se replier dans ceux du Caucase du Nord (Novorossiysk) et d'Abkhazie (Otchamtchira). Dans le cyberspace, le coup de massue russe que l'on redoutait tant, coup supposé réduire à néant les infrastructures de l'État-nation ukrainien, ne s'est pas produit. En ces domaines, les Ukrainiens ont fait montre de leur agilité d'esprit et de leur capacité à innover, jusqu'à pouvoir donner des leçons tactiques et technico-militaires à leurs alliés.

(1) Lors du processus de négociation commencé à Istanbul, au printemps 2022, les envoyés du Kremlin visaient à imposer ces objectifs, ce qui explique son échec. C'est ce processus que le Kremlin, le 15 mai 2025, voudrait réamorcer, avec en vue le même objectif global de capitulation de l'Ukraine. L'impasse diplomatique et le probable échec personnel de Donald Trump à régler ce conflit sont déjà mis en avant par ce dernier pour justifier un hypothétique lâchage de l'Ukraine (déclaration du 19 mai 2025).

(2) L'Institute for the Study of War dresse régulièrement un état de la situation militaire en Ukraine. [Disponible ici](#)

Sur le plan économique, l'Ukraine, avec le soutien financier de l'Occident, est en ordre de marche : l'agilité de cette économie de guerre compense en partie la masse russe, d'autant plus que l'Ukraine conserve une certaine latitude d'action (le niveau de mobilisation est inférieur à celui d'une « nation en armes » comme Israël). D'ores et déjà, l'Ukraine s'est dotée d'une industrie d'armement qui assure près de 40 % de l'équipement de ses armées (30 % pour l'Europe et autant pour les États-Unis) ; c'est dans le domaine des défenses anti-aériennes et anti-missiles que la dépendance demeure écrasante, comme en témoigne l'incomplète protection du ciel ukrainien (voir les frappes régulières de l'armée russe sur les villes du pays). Bref, la guerre à but absolu voulue par le Kremlin n'a pas eu raison de l'Ukraine, bastion avancé et bouclier de l'OTAN. Qu'on soit conscient en Europe occidentale que la résistance de l'Ukraine retarde et contrarie des opérations et des provocations russes en d'autres parties du Vieux Continent, de la Baltique à la mer Noire, sans omettre les soupçons sur le rôle des services russes dans divers sabotages et crimes sur le territoire de pays ouest-européens, dont Allemagne, la Pologne et le Royaume-Uni (la France n'est pas épargnée). N'oublions pas non plus que dans le schéma de pensée de Vladimir Poutine, l'idée est de se subordonner la totalité de l'Europe, ce qui permettrait de combler les lacunes de l'économie russe d'une part, d'autre part de rééquilibrer son alliance avec la Chine populaire.

L'axe sino-russe contre l'Occident

Alors que l'Administration Biden et les gouvernements européens alliés ont d'abord prétendu détacher la Chine populaire de la « Russie-Eurasie » poutinienne, l'Administration Trump semble croire en la possibilité d'un « *Nixon in reverse* » qui retournerait la seconde contre la première (1). Dans l'un et l'autre scénario géopolitique, la réalité et la profondeur de l'axe sino-russe apparaissent sous-évaluées. Cet attelage regroupe deux puissances révisionnistes, ce que l'amiral Castex appelait des « États perturbateurs » (2). Par définition, il s'agit d'États engagés dans différentes formes d'expansion (expansion territoriale et de puissance), dont les dirigeants sont animés par de profonds ressentiments et une grande vindicte. Ce complexe psychopolitique a trouvé une traduction concrète qui va bien au-delà des convergences rhétoriques : Moscou et Pékin se soutiennent réciproquement, politiquement, idéologiquement, diplomatiquement et économiquement (3). On notera cependant la répugnance des politiques et des experts à parler d'alliance ou encore d'axe sino-russe. Pourquoi cette pudeur ? Les négateurs d'une quelconque alliance mettent en avant la dissymétrie de puissance entre ces deux pays, sur les plans démographique, économique, technologique et commercial. Quand la Chine serait promise au destin de superpuissance planétaire, la Russie devrait être qualifiée de puissance crépusculaire, tout au plus d'envergne

(1) Sur le thème du *Nixon in reverse*, voir Jean-Sylvestre Mongrenier, « Le triangle États-Unis / Russie / Chine et l'improbabilité d'un renversement des alliances », *Desk-Russie*, 21 juin 2021. [Disponible ici](#)

(2) A l'origine de l'IHEDN (Institut des Hauts Etudes de Défense Nationale), l'amiral Raoul Castex (1878-1968) est notamment l'auteur des *Théories stratégiques* (deux volumes, 1929-1939).

(3) Les achats de la Chine populaire en Russie financent la guerre. De plus, des composants électroniques chinois entrent dans la fabrication d'armes russes ou d'armes iraniennes exportées vers la Russie (les drones *Shahed*). Certaines informations, encore insuffisamment étayées, laissent penser que la coopération sino-russe va plus loin.



régionale. Alors que la Chine ferait preuve de « patience stratégique », la Russie, pressée par le temps serait lancée dans une fuite en avant. Pour résumer, la Russie serait un accident météorologique, le défi chinois, lui, étant comparée au changement climatique. La question fait à peu près consensus aux États-Unis.

Aussi parlante soit-elle, cette métaphore naturelle (l'accident météorologique et le changement climatique) est sujette à caution. Il convient de ne pas exagérer la faiblesse de la Russie en l'appréciant uniquement à son PIB global (1,8 % de la production annuelle mondiale). Elle constitue un acteur de poids dans plusieurs secteurs clefs de l'économie mondiale (hydrocarbures, minerais, céréales, nucléaire civil, armement et espace). Nonobstant les sanctions, les technocrates russes ont su préserver les « fondamentaux » de l'économie **(1)** (déficit public, dette, commerce extérieur), ce qui ne signifie pas cependant que les sanctions occidentales sont vaines (ces mesures s'inscrivent dans la durée). L'arsenal stratégique et la propension à employer la violence armée entrent aussi dans l'équation. Pour aller à l'essentiel, le pouvoir et l'influence de la Russie sont supérieurs à son poids économique global. La Chine quant à elle doit faire face à de lourdes servitudes, certains observateurs parlant d'hypopuissance, même si cela n'entame pas la volonté de puissance de Xi Jinping.

En tout cas, les rapports sino-russes ne sont pas aussi déséquilibrés qu'il y paraît. L'hypothèse concomitante que la Chine et la Russie ne déploieraient pas leur puissance sur les mêmes échelles de temps est sujette à caution. Une telle assertion repose sur une vision unidimensionnelle du temps qui correspond à ce que les anciens Grecs nommaient *Chronos* : un temps homogène qui s'écoule de façon uniforme (le temps de la matière). Or l'histoire s'écoule par ruptures successives. S'il y a bien des périodes de stase, il existe aussi des moments critiques ou encore des points de bascule. Une telle configuration correspond au *Kairos* : l'Instant propice, le signe que les dieux envoient à la cité. La « bascule » ouvre sur un nouveau cycle long, soit la troisième dimension du temps chez les anciens Grecs : *Aïon* (les « éons » de la philosophie néo-platonicienne). C'est ainsi que Vladimir Poutine, Xi Jinping et les leurs comprennent l'époque.

Autrement dit, le glas aurait sonné pour l'Occident et celle de l'Eurasie sino-russe ou encore de la Grande Asie serait venue. Aussi leurs pays se soutiennent-ils réciproquement, du théâtre ukrainien au détroit de Taïwan, d'une extrémité à l'autre de la masse euro-asiatique – un soutien politico-diplomatique et idéologique mais aussi économique et militaro-industriel (coopérations concrètes, livraisons et exercices militaires). Et ce dans la perspective d'une grande confrontation avec les États-Unis et leurs alliés, voire d'une guerre hégémonique. Insistons sur le fait que leurs besoins sont réciproques : la Chine apporte un soutien multiforme à la guerre russe contre l'Ukraine ; elle voit en la Russie un « grand arrière » dont le concours, en cas de guerre en mer de Chine et dans le Pacifique occidental, serait vital. Dans l'immédiat, l'objectif de la manœuvre est d'écarteler les États-Unis entre les principaux théâtres de l'Ancien Monde (Europe, Moyen-Orient et Extrême-Orient).

(1) En retour, il convient également de ne pas ignorer les effets des sanctions occidentales sur l'économie russe. En témoigne la volonté de Moscou d'obtenir leur levée dans le cadre d'un improbable accord général de paix sur l'Ukraine.



Au vrai, il n'existe pas une alliance au sens westphalien du terme, c'est-à-dire en bonne et due forme ; une telle alliance revêtirait une facture occidentale pour des puissances qui se veulent des États-civilisations, en rupture avec l'Occident. Reportons-nous cependant à une définition académique de ce qu'est une alliance : « une association d'intérêts en vue d'établir un rapport de force favorable à la réalisation d'une entreprise en milieu conflictuel ». Sous cet angle, nous n'hésiterons pas à parler de l'axe sino-russe comme d'une alliance, en vue d'un monde post-occidental régi par Pékin et Moscou. Cette alliance a ses prolongements au Moyen-Orient (l'Iran islamique) comme en Asie du Nord-Est (le régime de Pyongyang). À l'échelon mondial, Chinois et Russes manœuvrent dans le « Sud global » (les Russes parlent de « Majorité mondiale ») pour réduire l'Occident à un statut de minorité géopolitique. Bref, l'axe Moscou-Pékin est une réalité qui se manifeste par de fortes convergences et un appui réciproque : les dirigeants russes et chinois sont des plus déterminés dans l'opposition à l'Occident, explicitement désigné comme ennemi (1).

Les incertitudes du *leadership* américain

Il appert que se profile un affrontement global, un conflit hégémonique dont il s'en produit un par siècle ou par demi-siècle dans l'histoire. Songeons par exemple à la guerre de Trente Ans (1618-1648), à la « seconde guerre de Cent Ans » entre Anglais et Français (1688-1815), ou encore aux deux guerres mondiales, comparées par Arnold Toynbee à une « nouvelle guerre de Trente Ans » (1914-1945) (2). Certes, les formes d'affrontement et les niveaux d'intensité varient selon les théâtres et les régions géopolitiques, les contradictions sont multiples, mais l'exercice consiste à dépasser la vague brisée des événements pour discerner le sens de notre époque. Et si l'on pénètre la psyché des dirigeants russes et chinois, l'enjeu global est de mettre à bas l'Occident. Dans cette géopolitique du chaos, vu à Pékin comme à Moscou comme le préalable à une grande transformation, l'Ukraine fait figure de théâtre originel, là où l'Occident se divisera et consumera une partie de ses forces. De fait, la diplomatie de l'Administration Trump et ses possibles conséquences (objectifs intentionnels ou effets pervers et non voulus ?) mettent en péril cette Ukraine vaillante et combattante. Il est vrai que la « gestion de crise » antérieure de l'Administration Biden, en lieu et place d'une « *grand strategy* » orientée vers des buts positifs, aura entravé l'Ukraine, les livraisons d'armes, en qualité comme en quantité, ne permettant pas d'amplifier la contre-offensive de l'été 2022 ; la Russie bénéficia du temps nécessaire pour remanier son dispositif militaire, mettre sur pied un économie de guerre et mobiliser ses soutiens internationaux, réunis sous la direction d'un axe sino-russe de puissances déstabilisatrices et révisionnistes. Du moins l'Ukraine, sans réelles perspectives de victoire, était-elle dotée des moyens de tenir, ce qu'elle fit et ce qu'elle fait toujours.

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, « L'axe sino-russe et ses prolongements : de la difficulté à nommer le réel », *Desk-Russie*, 10 octobre 2024. [Disponible ici](#)

(2) Autre analogie historique, celle de la guerre du Péloponnèse (431-404 av. J.-C.) entre Athènes, Sparte et leurs alliés respectifs, grand conflit hégémonique qui épuisa le monde grec. Albert Thibaudet (1874-1936), qui fit la Première Guerre mondiale avec l'ouvrage de Thucydide dans son paquetage, recourait à cette comparaison.



Amateurisme ou cynisme ? La reconstitution du duo Trump-Poutine (le premier tonitruant tandis que le second tisse sa toile et tend ses pièges), le dévoilement par le secrétaire à la Défense Peter Hegseth des premières concessions américaines (Bruxelles, le 12 février 2025), le discours vindicatif du vice-président J.D. Vance (Munich, le 15 février 2025), font craindre le pire pour l'Ukraine et hypothèquent l'avenir de l'OTAN, ébranlée jusque dans ses fondements. Une question nous taraude : la direction politico-diplomatique américaine s'inscrit-elle dans une « *grand strategy* » ? Autrement dit, un redéploiement géopolitique qui aurait sa rationalité propre : le mythique « *Nixon in reverse* » (retourner la Russie contre la Chine), voire un triumvirat planétaire Washington-Moscou-Pékin, avec partage du monde en zones d'influence. Ou bien cette direction est-elle sous l'empire d'une forme de millénarisme, en quête d'un mythique âge d'or, qui mènerait à la chute de l'Occident, cela au profit de la Chine populaire, de la Russie et de l'« Axe du chaos » ?

Il reste qu'à ce stade, les pourparlers entre Vladimir Poutine et le promoteur immobilier Steven Witkoff, ont mené à un semblant de pré-accord qui accorde au pouvoir russe à peu près tout ce qu'il veut obtenir dans un premier temps : reconnaissance de fait des conquêtes russes dans le Donbass et sur une partie du « pont terrestre » entre la mer d'Azov et la péninsule de Crimée ; reconnaissance de droit du rattachement *manu militari*, en 2014, de ladite péninsule à la Russie ; renoncement officiel de toute adhésion à l'OTAN. Encore ne s'agit-il là que des grandes lignes, telles qu'elles ont été révélées par la presse américaine (1). Nous verrons si le nouveau cycle de négociations ouvert à Istanbul, peut modifier les termes de ce pré-accord mais cela est improbable.

D'emblée, la Russie a précisé qu'un certain nombre de points restaient à négocier. Une fois obtenu sur le terrain diplomatique ce que ses armées n'ont pu conquérir, l'objectif serait d'exploiter ces percées pour désarmer l'Ukraine, chasser Volodymyr Zelenski de Kiev, mettre en place un régime fantoche et se subordonner la totalité du pays (sans l'Ukraine, pas d'Empire russe). Enfin, un tel renoncement détruirait toute autorité morale des États-Unis, privés de leur hégémonie, et pourrait conduire à un dangereux découplage géostratégique entre les deux rives de l'Atlantique, ce qui signifierait la ruine de l'OTAN. Or, c'est là un objectif constant de la diplomatie russo-soviétique, ce depuis la « note Staline » du 10 mars 1952 (la neutralisation d'une Allemagne réunifiée), l'idée étant alors de faire échouer la CED (Communauté européenne de défense) et, à terme, de mener au retrait américain d'Europe.

En serions-nous là ? Les tactiques dilatoires de Vladimir Poutine pourraient avoir épuisé la patience et la compréhension de Donald Trump, les Européens exploitant l'opportunité pour forcer la porte des négociations russo-américaines (voir la visite à Kiev du président français et des chefs de gouvernement britannique, allemand et polonais, le 10 mai 2025). Mais la situation diplomatique est très incertaine (2). Au fond, le président américain n'a cure de l'Ukraine (un caillou dans sa chaussure) ; seule lui importent véritablement les guerres commerciales, les coups médiatiques et des contrats mirobolants (voir sa tournée au Moyen-Orient, à partir du 12 mai 2025). Sur un plan

(1) « L'envoyé spécial de Trump, Steve Witkoff, rencontre Poutine à Moscou pour la quatrième fois depuis le 20 janvier », *Le Grand Continent*, 25 avril 2025. [Disponible ici](#)

(2) Thomas d'Istria, « L'Ukraine et ses alliés réclament à la Russie un cessez-le-feu de trente jours », *Le Monde*, 12 mai 2025. [Disponible ici](#)

objectif, la capitulation de l'Ukraine et la perte de l'Europe auraient pourtant de graves contrecoups dans le détroit de Taïwan et dans la Méditerranée asiatique, avec des conséquences sur le dispositif américain en Asie-Pacifique. La volonté affichée de contenir la Chine populaire en serait contrariée.

Montée des tensions dans le détroit de Taïwan et escalade en Méditerranée asiatique

Le péril chinois : du nœud coulant à la guerre

De fait, les tensions entre Pékin et Taïpeh, et consécutivement entre Pékin et Washington, sont croissantes dans le détroit de Taïwan. Ce bras de mer est large de 160 kilomètres dans sa partie la plus étroite ; il s'évase pour atteindre les 400 kilomètres. De part et d'autre du détroit, la République populaire de Chine (1,4 milliards d'habitants sur 9,5 millions de km²) et la République de Chine (24 millions d'habitants sur 36 200 km²), dénomination officielle de Taïwan (l'ancienne Formose). Certes, il y a longtemps que Pékin revendique comme sienne cette île-État, qualifiée de « province rebelle ». Depuis 1949 et la bataille de Quemoy (Qinmen), alors que l'appareil d'État du Kuomintang, dirigé par Tchang Kaï-chek, et les armées de la République de Chine évacuaient le continent pour se réfugier à Formose, les crises diplomatico-militaires dans le détroit de Taïwan sont récurrentes. Mentionnons notamment les deux crises de Quemoy et Matsu (plusieurs mois de tirs d'artillerie), en 1954-1955 et 1958, encore en 1995-1996. Alors que l'APL (Armée populaire de libération) pointait des milliers de missiles en direction de Taïwan et menait de grands exercices militaires, laissant craindre une invasion, le président américain Bill Clinton avait déployé dans la région deux groupes aéronavals, les États-Unis s'interposant. Dès lors, Pékin revenait à sa ligne géopolitique officielle depuis l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping (le successeur de Mao Zedong), celle du « développement pacifique ». L'idée était que la croissance économique et l'intégration de Taïwan dans la division régionale, centrée sur la Chine populaire, permettrait d'atteindre l'objectif politique de la « réunification » (les guillemets se justifient par le fait que le parti communiste chinois n'a jamais gouverné Taïwan). Toutefois, Pékin décidait de développer ses capacités militaires afin de ne pas voir se reproduire la situation stratégique de 1995-1996.

De surcroît, la maximisation des échanges économiques dans le détroit ne modifie pas l'état d'esprit des Taïwanais qui, en 2016, élisent une présidente indépendantiste, chef du Parti démocratique du progrès, rival du vieux Kuomintang, attaché à l'idée d'une Chine unifiée mais non communiste). Depuis, le conflit ne cesse de monter en puissance, avec de dangereux pics comme lors de la visite de l'Américaine Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des Représentants, en août 2022. Dans les années qui suivent, de nouveaux seuils sont franchis. Les manœuvres militaires hostiles de la Chine populaire sont aujourd'hui quasi-constantes : des avions et des bâtiments de guerre de l'APL franchissent la lignée médiane et s'exercent à l'organisation d'un blocus naval et aérien de l'île-État, répétant une partition qui semble écrite à l'avance. La finalité politique ultime est, au nom de la



politique de la « Chine unique », de rattacher Taïwan au continent, autrement dit de l'annexer à la République populaire, sans même se dissimuler derrière le slogan « Un pays, deux systèmes », caduc depuis le viol par Pékin de l'accord de 1984, qui avait préparé la cession de Hong-Kong et défini ses modalités (1^{er} juillet 1997) (1). Depuis 2020, la cité de Hong-Kong est privée de son statut d'autonomie, et son sort donne idée ce qu'il adviendrait du régime libéral-démocratique de Taïwan si l'île-État passait sous la férule du parti communiste chinois (2). Le projet géopolitique de Pékin, porté à l'acmé depuis l'accès du néo-maoïste Xi Jinping au pouvoir (2013), s'inscrit dans une vision historico-futuriste grandiloquente : le « Rêve chinois ». Après avoir mis fin au « siècle des humiliations » (1842-1949), le parti communiste chinois a pour tâche fondamentale l'accès de la République populaire au premier rang mondial en 2049, soit un siècle après la victoire sur le continent des communistes de Mao Zedong sur les nationalistes de Tchang Kai-chek. L'atteinte de cet objectif présuppose la réduction et le rattachement de Taïwan (3).

Les experts de la question distinguent deux *scenarii* quant à une éventuelle opération militaire contre Taïwan, avec en toile de fond une stratégie nucléaire non plus de dissuasion (le maintien du *statu quo* en inhibant l'ennemi virtuel) mais d'intimidation et de « sanctuarisation agressive » : menacer les partenaires et les alliés de Taïwan d'une frappe nucléaire, s'ils voulaient lui porter secours afin de pouvoir agir militairement à sa guise. Peu ou prou, c'est ce que la Russie fait en Ukraine, la menace ayant notablement retardé la livraison des équipements militaires adéquats en temps voulu et repoussant la perspective d'un déploiement militaire européen, même dans le cas d'un accord de paix. L'île-État de Taïwan ainsi placée sous cloche, le premier scénario envisagé est celui d'une invasion amphibie : frappes de décapitation et débarquement sur l'île, conquête territoriale et contre-guérilla. L'opération serait difficile à mener. Le détroit de Taïwan est tumultueux, les moyens amphibies chinois sont jugés insuffisants (mais cela change), l'île est très montagneuse et dotée d'un solide système de défense (un « porc-épic »), et l'armée taïwanaise a les moyens de frapper en profondeur le dispositif militaire de Pékin. D'autant que la situation en Ukraine – où l'« opération spéciale » censément menée en trois jours dure depuis plus de trois ans –, devrait inviter à la circonspection les partisans chinois d'un « *Blitzkrieg* ». Le second scénario, plus fréquemment évoqué, est celui d'un blocus qui étranglerait l'économie et la population de Taïwan (un nœud coulant), tandis que les systèmes de frappe à longue portée de l'APL maintiendraient les porte-avions américains à distance. *In fine*, il faudrait pourtant débarquer et se confronter au terrain. Notons enfin un scénario intermédiaire qui consisterait en une prise de gages, par exemple la saisie des îles de Quemoy et Matsu. Mais ce ne serait qu'un commencement. A un moment donné, il faudrait bien que l'APL élargisse son action pour prétendre rattacher Taïwan au continent.

(1) La date du 1er juillet 1997 marque la fin du bail de 99 ans des « Nouveaux territoires », signé entre le Royaume-Uni et l'Empire chinois, sous la dynastie des Qing. Sur le plan du droit international, l'île de Hong-Kong et la presqu'île de Kowloon auraient pu rester britanniques. Elles avaient été cédées à perpétuité par le traité de Nankin (1842) pour la première, la convention de Pékin pour la seconde.

(2) Laurent Amelot et Jean-Sylvestre Mongrenier, « L'annihilation programmée de Hong-Kong impose une clarification de la politique chinoise de la France », Institut Thomas More, Note d'Actualité 68, juin 2020. [Disponible ici](#)

(3) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Les falsifications historiques du discours géopolitique chinois », Institut Thomas More, Points Clés 24, juin 2020. [Disponible ici](#)

L'improbable limitation d'une guerre dans le détroit de Taïwan

Quel que soit le scénario militaire privilégié, on ne saurait négliger l'importance du détroit de Taïwan dans la géopolitique régionale et mondiale. Ce nœud géostratégique est crucial pour la navigation et le commerce entre le Japon et la Corée du Sud d'une part, le sud de la Chine continentale, les Philippines et l'Asie du Sud-Est d'autre part. En somme, le détroit de Taïwan est le chaînon central de la « Méditerranée asiatique » (une appellation honnie par les dirigeants chinois). A l'échelle mondiale, le détroit de Taïwan est un important segment des lignes de navigation entre Asie et Europe. Rappelons à ce propos que Pékin, au-delà de Taïwan, revendique une forme de souveraineté maritime sur les quatre-cinquièmes de la mer de Chine méridionale ; on se reportera à l'argumentaire chinois articulé sur la carte de la « ligne en neuf traits » (1). Toujours est-il qu'une guerre dans le détroit de Taïwan aurait de gravissimes conséquences sur les flux commerciaux entre Asie et Europe ; elle mettrait sous pression la politique d'« ambiguïté stratégique » des États-Unis à l'égard de Taïwan (voir le *Taiwan Relation Act*, 1979) : leur faudrait-il intervenir militairement, ou du moins soutenir activement Taïwan ? (cf. infra) Si ce n'était pas le cas, le système des alliances américaines dans la région (Japon, Corée du Sud, Philippines, AUKUS) vacillerait. Quant à la structure de coopération dit du *Quad* (dialogue quadrilatéral pour la sécurité entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde), ponctuellement élargie à d'autres alliés et partenaires (le *Quad+*), elle perdrait toute pertinence diplomatique et stratégique. On comprend que les enjeux sont plus larges encore que la libre navigation dans détroit de Taïwan et la Méditerranée asiatique. Ils dépassent même la question des rapports de force diplomatiques et militaires en Asie de l'Est et invitent à considérer les choses à l'échelle de la région Indo-Pacifique et des ambitions globales de Pékin (2).

On sait que l'accès de la Chine populaire au deuxième rang économique mondial et sa transformation en une nouvelle superpuissance s'accompagnent d'un formidable développement des capacités navales et maritimes de l'ancien Empire du Milieu, longtemps perçu et présenté comme un « empire immobile » (Alain Peyrefitte), terrestre et agraire (3). L'effort naval de la Chine

(1) Il s'agit d'une carte, dessinée en 1947, qui prétend reproduire les frontières du système tributaire chinois, au-delà de la Chine proprement dite. Ce document inclut des îles et archipels sur lesquels l'Empire du Milieu n'a jamais exercé sa suzeraineté. Il aura fallu en fait que la France et le Japon, dans l'entre-deux-guerres, se disputent les Paracels pour que la République de Chine, proclamée en 1912, revendique cet archipel (1932). Après avoir affirmé que la limite méridionale de sa souveraineté s'appuyait sur cet archipel, le gouvernement chinois de l'époque avait ensuite « découvert » les îles Spratleys, la France y étendant sa souveraineté en arguant de son protectorat sur l'Indochine (1933). Formé en France auprès de Jean Brunhes et d'Emmanuel de Martonne, entre 1926 et 1928, le géographe chinois Hu Huanyong – surtout connu en Occident pour avoir tracé la diagonale qui sépare la Chine peuplée de l'Est de la Chine aride et sous-peuplée de l'Ouest (la « ligne de démarcation géo-démographique » Heihe-Tenchong), en 1935 –, tient un rôle essentiel dans ces revendications maritimes. Devenu conseiller du gouvernement de Nankin, il publie dans la *Revue diplomatique* chinoise un article intitulé : « La France et le Japon convoitent les îles de la Mer méridionale » (1934). La publication appelle l'attention du gouvernement chinois. Depuis cette époque, les récifs et archipels de la « Méditerranée asiatique » sont considérés à Pékin comme appartenant de toute éternité à la Chine. Voir Emmanuel Dubois de Prisque, « La cartographie en Chine du rêve chinois à la réalité géopolitique », *Outre-Terre*, n°38, 2014/1.

(2) Alice Ekman, « La Chine dans le monde », Diploweb, entretien, 10 juillet 2024. [Disponible ici](#)

(3) L'empire conquérant de la dynastie mandchoue des Qing (1644-1911) tourne le dos à la mer, ce qui marque une rupture avec une tradition maritime bin représentée en Chine du Sud. Au demeurant, la rupture était précédemment intervenue sous les Ming (1368-1644), lorsqu'un nouvel empereur de cette dynastie mit fin aux expéditions de l'amiral Zheng He (1371-1433), haut dignitaire eunuque et musulman qui, entre 1405 et 1433, mena sept grands voyages exploratoires, depuis le fleuve Bleu (Yang Tsé Kiang) à destination du Moyen-Orient et de l'Afrique orientale.



populaire (l'équivalent de flotte de guerre de la France tous les cinq ans) est induit par la croissance des exportations et des importations, notamment le pétrole acheté massivement au Moyen-Orient (désormais, les trois quarts des exportations de pétrole du golfe Arabo-Persique sont à destination de l'Asie de l'Est). Dès les années 1990-2000, les dirigeants chinois ont une conscience aiguë des dépendances et vulnérabilité que ces flux pétroliers impliquent, la marine américaine dominant sans partage les routes maritimes entre le golfe Arabo-Persique et la Méditerranée asiatique, à travers les détroits indonésiens. Ce qu'on nomme alors le « dilemme de Malacca » désigne la possibilité pour les États-Unis, en cas de conflit avec la Chine populaire, de couper ces flux pétroliers qui conditionnent le fonctionnement de la machine industrielle chinoise (1). Aussi est-il décidé à Pékin de construire une flotte de haute mer – autour de plusieurs porte-avions, dotés de leur groupe aéronaval (navires d'escorte et flotte aérienne embarquée) –, et de prendre le contrôle de points d'appui géostratégiques (bases et facilités navales), entre le golfe Arabo-Persique et les grands ports pétroliers et commerciaux chinois, au travers de l'océan Indien et de la Méditerranée asiatique. Les experts américains parlent alors d'un « collier de perles ». Leur analyse est contestée, jusqu'à ce que le développement de la flotte chinoise (trois porte-avions aujourd'hui, un quatrième en construction) et le grand projet dit des « Nouvelles routes de la Soie » (le programme « *One Belt, One Road* », depuis lors renommé la « *Belt and Road Initiative* »), n'imposent l'évidence des ambitions thalassocratiques de la direction politique chinoise (2).

Le nouveau « Grand Timonier » de la Chine populaire, Xi Jinping, incarne ces ambitions globales. Si elles lui sont antérieures, il y ajoute une forte composante revanchiste (voir le thème du « Siècle des humiliations ») et la volonté ouverte, bruyante même, de supplanter les États-Unis, héritiers des pouvoirs historiques de l'Occident, dans leur rôle de première puissance mondiale. Telle est l'essence du « Rêve chinois », avec pour horizon l'année 2049, centenaire de la fondation de la République populaire de Chine (cf. *supra*). Ce « Très Grand Jeu » se joue à l'échelle indo-pacifique et mondiale, mais il commence dans le détroit de Taïwan. Aussi ne faut-il pas sous-estimer les objectifs politico-militaires chinois dans la question de Taïwan : Xi Jinping et les siens ne cessent de marteler que l'heure a sonné de la « réunification », sans omettre de mentionner la guerre comme moyen légitime de résolution de cette équation géopolitique. A quel horizon ? En 2027, en guise de célébration du centenaire de l'APL ? D'ici 2049, une année dont la symbolique géopolitique a été précédemment signifiée ? Divers experts militaires et stratèges occidentaux soulignent le fait que l'APL aura atteint une certaine maturité tactico-opérationnelle en 2035. Pour sa part, Xi Jinping précise que l'entreprise se réalisera au cours de « cette génération ». En l'occurrence, il appert que le redoutable « piège de Thucydide » (Graham Allison) et ses possibles conséquences n'effraient pas les dirigeants chinois, convaincus que les États-Unis sont un « tigre de papier » (3). Non seulement, l'asymétrie des enjeux autour de Taïwan jouerait en leur faveur, mais l'isolationnisme de

(1) D'une longueur de 800 km et d'une largeur de 2,8 km entre Singapour et l'île de Sumatra, le détroit de Malacca est l'une des plus importantes zones de passage du commerce maritime planétaire avec environ le quart des échanges mondiaux. Situé entre la Malaisie, la cité-État de Singapour et l'Indonésie, ce couloir maritime relie l'océan Indien à la Méditerranée asiatique. Cette voie maritime relie l'Europe, le golfe Arabo-Persique, l'Asie-Pacifique et une partie des flux qui l'emprunte se prolonge jusque dans les ports de la côte Est des États-Unis.

(2) Hugues Eudeline, *Géopolitique de la Chine. Une nouvelle thalassocratie*, PUF, 2024.

(3) Graham Allison, *Destined for War. Can America and China Escape Thucydide's Trap ?* (2017, trad. Française, Odile Jacob, 2019).



l'Administration Trump, sa focalisation sur la dimension strictement commerciale des relations sino-américaines et la propension du président américain à se contenter de coups médiatiques et d'accords purement tactiques (les « *deals* »), ouvriraient la voie à une politique du fait accompli.

Une attitude américaine plus ambiguë que « stratégique » ?

Il est vrai que, dans le cas d'un coup de force chinois sur Taïwan, la réaction américaine serait incertaine, cela indépendamment de l'attitude générale de Donald Trump et des propos empreints de cynisme qu'il a précédemment tenus à propos de cette île-Etat. Voilà près d'un demi-siècle que l'alliance officielle et établie, nouée avec l'ancienne Formose, dans les premières années de la Guerre froide, a été dénouée. En 1949, alors que les troupes du Kuomintang refluaient devant l'APL, ce fut l'armée américaine qui protégea la retraite et l'évacuation des troupes dans l'île de Formose. Au lendemain de la guerre de Corée, Washington accordait à Taïpeh une alliance en bonne et due forme (1954). Elle joua pleinement lors des différentes crises diplomatico-militaires entre les deux rives du détroit de Taïwan, à propos des îles de Quemoy et Matsu (1954-1955 ; 1958). Toutefois, l'alliance se relâche au début des années 1970. La rupture sino-soviétique et les combats entre les armées des deux pays sur les rives du fleuve Amour (1969) incitent le président américain Richard Nixon et son conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger, à tenter un renversement des alliances, en jouant Pékin contre Moscou. En 1971, le conseiller à la Sécurité nationale se rend secrètement en Chine populaire, au départ du Pakistan pour ne pas alerter la presse américaine, et le spectaculaire voyage de Richard Nixon est organisé l'année suivante (1972). Bientôt, une coopération dans le domaine du renseignement est mise en place, cette alliance objective entre les États-Unis et la Chine populaire contraignant Moscou à fixer plus de troupes et de moyens militaires sur ses frontières extrême-orientales. Lors de la présidence de Jimmy Carter (1977-1981), les États-Unis franchissent un nouveau cap : ils reconnaissent la République populaire de Chine avec laquelle des relations diplomatiques sont établies. Cette dernière excluant toute politique des « deux Chines » (double légitimité de la République populaire de Chine et de la République de Chine), Washington se rallie à la « politique de la Chine unique » et met fin à ses relations au plus haut niveau avec Taïwan(1979) (1).

En revanche, le *Taiwan Relation Act* voté par le Congrès des États-Unis, en 1979, implique la conservation de liens politiques (un « bureau » en lieu et place d'une ambassade) ainsi que des garanties de sécurité plus ou moins implicites : ce sont les bases historiques de ce qu'on nomme la politique américaine d'« ambiguïté stratégique » à l'égard de Taïwan. Washington comme Pékin en tiennent pour une forme de statu quo, d'autant plus que la direction chinoise juge qu'il faut accorder la priorité au développement économique, la « réunification pacifique » s'inscrivant dans une politique de long terme. Or, le développement économique, après le « Grand bond en arrière » du maoïsme, suppose l'ouverture réciproque de la Chine populaire et des États-Unis

(1) Les États-Unis sont dès lors représentés par l'Institut américain de Taïwan. Depuis l'inauguration d'un nouveau bâtiment, en juin 2018, cette représentation diplomatique est comparée à une ambassade de fait.



(investissements américains et autres dans les « zones économiques spéciales » du Delta de la rivière des Perles ; ouverture du marché américain aux produits chinois). Par ailleurs, l'opposition commune à l'URSS est un solide ciment. Cette politique perdure bien au-delà de la Guerre froide et l'entrée de la Chine populaire dans l'OMC (Organisation mondiale du commerce) en est le couronnement (2001). Enfin, l'ambiguïté stratégique américaine ne signifie pas le lâchage de Taïwan ; la ferme réaction de Bill Clinton aux pressions militaires de Pékin sur l'île-État, en 1995 et 1996, en témoigne. Sous Barack Obama (2009-2017), une fois passée l'illusion d'une « *Chinamerica* » (une hégémonie partagée en forme de Communauté du Pacifique), le « pivotement vers l'Asie » (« *Pivot to Asia* »), conduit au renforcement des liens militaro-sécuritaires américano-taïwanais. Sur ce point, l'Administration Biden (2021-2025) amplifie par la suite certaines des orientations prises lors du premier mandat de Donald Trump (livraisons d'armes et clarification de l'« ambiguïté stratégique » américaine).

Il est vrai que les débuts du second mandat de Donald Trump prêtent à l'équivoque : nationalisme à caractère isolationniste, unilatéralisme brutal, expansionnisme impérial ? Tandis que le discours présidentiel varie selon les circonstances et le public, les membres de la nouvelle Administration présentent différents profils. Tous ou presque sont unanimes à s'opposer aux ambitions chinoises, mais cela ne garantit pas automatiquement un soutien résolu et affirmé à Taïwan (Trump lui-même s'est montré sceptique). Pour certains d'entre eux, la grande affaire est celle des *Tariffs* (les taxes douanières), ni plus, ni moins. Nous avons plus haut émis l'hypothèse selon laquelle Xi Jinping et les siens misaient sur l'absence de réaction en cas de conflit ouvert dans le détroit de Taïwan, ce qui pourrait les inciter à passer à l'acte. A rebours du scénario de la passivité américaine, un coup de force à Taïwan ne se déroulerait probablement pas selon les espérances politico-stratégiques chinoises : l'escalade en Méditerranée asiatique pourrait se produire très rapidement et s'étendre à l'Asie-Pacifique, avec des répercussions dans la région Indo-Pacifique. En vérité, le pouvoir chinois n'ignore pas cela ; nous retrouvons ici l'importance des rapports sino-russes. Dans un tel affrontement, la Russie serait le « grand arrière » de la Chine populaire : une immense réserve minérale et énergétique, un allié militaro-industriel qui fixerait des troupes et des moyens américains à l'ouest de la masse euro-asiatique, sur lequel la Chine populaire s'appuierait. Alors, la « diplomatie Primakov » et le long rapprochement sino-russe de l'après-Guerre froide prendraient tout leur sens. Vu d'Occident, cela reviendrait à l'unification géopolitique de l'Eurasie sous la direction de Pékin et Moscou : le cauchemar d'Halford MacKinder (1).

(1) On sait que des idéologues de la Russie post-soviétique, pour combler le vide idéologique après l'effondrement du marxisme-léninisme, ont importé le concept de *Heartland*, emprunté au Britannique Halford MacKinder, à l'Allemand Karl Haushofer et à l'Américain Nicholas Spykman. Pour les néo-eurasistes russes, le *Heartland* correspond à l'Eurasie post-soviétique. Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique*, PUF, 2020, pp. 190-192.



Face à la menace d'un « schisme d'Occident »

Sur l'avenir de l'OTAN

Face à l'axe sino-russe et ses extensions géopolitiques, i.e. l'Iran sur la bordure méridionale de l'Eurasie et la Corée du Nord en Extrême-Orient, les États-Unis, le Canada et leurs alliés européens devraient pouvoir s'appuyer sur l'OTAN, dans l'aire euro-atlantique, et sur le système des alliances des États-Unis dans la région Indo-Pacifique (surtout en Asie-Pacifique). De fait, les États-Unis disposent d'un ensemble d'alliances et de partenariats d'envergure mondiale, ce qui leur assure un réel avantage comparatif dans les rivalités de puissance. Il se trouve que l'Administration Trump, dont le discours et les décisions oscillent entre isolationnisme psychologique et unilatéralisme brutal, met en péril cet avantage, au point de susciter la crainte quant à l'avenir de l'OTAN, archétype de l'alliance dans le monde post-1945. Cela dit, l'exigence américaine d'un plus grand investissement financier et militaire des alliés européens dans leur défense n'est pas nouvelle. Dès les premières années d'existence de l'OTAN, les États-Unis pointaient l'effort militaire conventionnel (classique) que leurs alliés devaient assurer et ils soulignaient le fait que la défense de l'Europe occidentale impliquait la formation d'une armée ouest-allemande ; la proposition française d'une « CED » n'était qu'une formule de compromis pour rendre la chose plus acceptable (« Des soldats allemands sans armée allemande »). On sait ce qu'il en advint : à défaut de CED, l'intégration de la République fédérale allemande dans l'OTAN et la mise sur pied de la *Bundeswehr* (1955-1956). La guerre de Corée à peine suspendue (armistice de Panmunjom, 1953) et la guerre d'Indochine achevée (accords de Genève, 1954), la guerre du Vietnam (une seconde guerre d'Indochine) et l'intensité de l'affrontement Est-Ouest en Asie accaparaient les Américains à l'extrémité orientale de la masse euro-asiatique. C'est dans ce contexte historique et stratégique qu'émergea l'expression de « partage du fardeau » (« *Burden-sharing* ») (1). Encore les alliés européens, par leurs budgets et leurs capacités militaires, contribuaient-ils bien plus qu'aujourd'hui à la défense commune. Schématiquement, le « partage du fardeau » entre les deux rives de l'Atlantique Nord, était plus équilibré : 50 % des coûts pour les États-Unis, 50 % pour leurs alliés, pris collectivement ; aujourd'hui, le ratio est de 70/30, ce qui suscite la fureur de Donald Trump.

En vérité, nombreux sont ceux aux États-Unis qui se demandent pourquoi donc 330 millions d'Américains devraient assurer la défense et la sécurité de 500 millions d'Européens. L'argument a ses limites – il pose une fausse symétrie entre les États-Unis d'Amérique et une constellation européenne d'États non fédérés –, mais il porte à conséquence. On ne saurait l'ignorer. En revanche, depuis une décennie maintenant, les dépenses militaires européennes augmentent à nouveau, et

(1) Énoncée le 25 juillet 1969 par le président Nixon, sur fond de guerre du Vietnam, la doctrine de Guam (ou doctrine Nixon) stipulait que les États-Unis soutiendraient les pays alliés, victimes d'une agression, mais en privilégiant l'aide financière, matérielle et logistique plutôt qu'un engagement direct. Le duo Nixon-Kissinger préparait alors le désengagement américain du Vietnam. Cette doctrine contenait l'idée d'un « partage du fardeau ». Bien que centrée sur l'Asie-Pacifique, elle inquiéta au plus haut point les alliés européens des États-Unis. La problématique d'un nouvel isolationnisme américain et d'un possible désengagement des États-Unis des affaires internationales est au cœur des analyses de Raymond Aron dans *La république impériale : les États-Unis et le monde. 1945-1972*, Calmann-Lévy, 1973.



l'inquiétude générée par le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis est à l'origine d'efforts supplémentaires, dont il faut espérer que ce ne seront pas de seuls effets d'annonce (1). La situation financière de plusieurs pays européens, dont la France, et la nécessité de rationaliser ces efforts conduisent à faire preuve de « créativité » comptable et institutionnelle : relâchement ces critères budgétaires dans la zone euro, Fonds européen de défense et plan de réarmement de la Commission européenne, réorientation de la Banque européenne d'investissement, « Banque de l'OTAN », entre autres propositions (2). Au-delà des aspects financiers et comptables, il importe que ces efforts se traduisent par le déploiement de capacités sur le terrain. Plus encore, l'idée directrice devrait être de redistribuer les pouvoirs et les responsabilités entre les États-Unis et l'Europe. En somme, européaniser l'OTAN afin d'assurer à terme la plus grande part de la défense du continent. Cela impliquerait que les alliés européens arment des postes de commandement qui ne seraient plus confiés à des officiers américains. Dans la zone nordico-baltique comme dans le bassin pontico-méditerranéen, des coopérations renforcées entre nations européennes lutteraient contre la guerre hybride que la Russie mène en ces espaces, testant ainsi leur résolution et leurs systèmes de défense. Dans ce remaniement du dispositif euro-atlantique, les États-Unis conserveraient un rôle important (dissuasion nucléaire élargie, protection de l'espace aérien, transport stratégique, guerre électronique et renseignement), mais ils pourraient réallouer une partie de leurs ressources en Asie-Pacifique (3).

On ne saurait cependant exclure que le « partage du fardeau » vire tout simplement au « transfert du fardeau » (« *Burden-shifting* »), les États-Unis se désengageant du Vieux Continent. Ce serait une gravissime erreur stratégique, contraire aux intérêts bien compris des États-Unis eux-mêmes, mais il pourrait en être ainsi. Du reste, ce ne sont pas des intérêts objectifs qui commandent la conduite diplomatique-stratégique des nations mais l'idée que les dirigeants s'en font : lesdits intérêts sont identifiés et définis à travers des représentations géopolitiques, c'est-à-dire des manières de voir le monde et de le déchiffrer pour y agir. L'hypothèse d'une « *burden-shifting* » renvoie donc aux orientations politico-idéologiques de l'Administration Trump, encore indéterminées nonobstant l'idiosyncrasie et les tropismes du président américain (suffisamment clairs). Dans les mois et les semaines précédant l'élection puis l'investiture de Donald Trump, beaucoup anticipaient un grand conflit entre « isolationnistes » et « reaganien », pour la distribution des postes et la définition des lignes d'action de la politique étrangère américaine. Les premières semaines de l'Administration Trump invalidèrent ce scénario : le « clan » MAGA (*Make American Great Again*) paraissait avoir écrasé les autres tendances et confisqué le pouvoir, cela avec l'assentiment du président américain. L'humiliation publique de Volodimir Zelenski (la « séquence » du Bureau ovale, le 28 février 2025) et l'interruption de l'aide américaine à l'Ukraine (renseignements, matériels, munitions) étaient vues comme le préalable à un renversement d'alliance : le duo Trump-Poutine contre l'Europe et le

(1) Le 15 mai 2025, la France et l'Allemagne ont quasi-simultanément fait savoir qu'elles faisaient leur l'objectif d'un budget militaire s'élevant à terme jusqu'à 5 % du PIB.

(2) « Défense européenne : un plan de 800 milliards d'euros pour réarmer l'Europe », Vie publique, 5 mars 2025. [Disponible ici](#)

(3) Il est vrai que les États-Unis sont menacés d'un « hyper-étirement stratégique » entre Europe et Asie, le *containment* de la Chine populaire requérant d'importants moyens militaires. Sur les conséquences du phénomène de « *strategic overextension* » dans l'histoire diplomatique-stratégique des nations et des empires, voir Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers*, Random House, 1987 (*Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot, 1988).

monde libre. Exit l'OTAN !? Depuis, la priorité accordée à une incertaine guerre commerciale tous azimuts, les tactiques dilatoires de Vladimir Poutine en guise de réponse à l'offre de paix de Donald Trump et, lors des célébrations russes de la capitulation allemande, la réaffirmation de l'axe sino-russe (9 mai 2025), ont apparemment renvoyé le balancier dans l'autre sens (1). Mais rien n'est acquis. Malgré le refus russe d'un cessez-le-feu et l'absence de Vladimir Poutine à Istanbul, le 15 mai 2025, le retournement psychologique de Donald Trump se fait attendre.

Une perspective paneuropéenne

Le « schisme » entre l'ancien Occident et le nouvel Occident (l'Europe et les États-Unis) pourrait être reporté dans le temps. Lors du sommet de la « coalition des volontaires » (les pays les plus engagés dans la perpétuation du soutien à l'Ukraine), le 10 mai 2025, à Kiev, le président français et les chefs de gouvernement, britannique, allemande et polonais, ont d'ailleurs porté l'accent sur le caractère américano-européen de la proposition d'un cessez-le-feu sans conditions préalables de trente jours entre l'Ukraine et la Russie. Pourtant, on ne saurait exclure le pire, à savoir le découplage géostratégique entre les deux rives de l'Atlantique Nord. Si le secrétaire d'État Marc Rubio, en visite à Bruxelles (2-4 avril 2025), fut plus courtois et rassurant que Peter Hegseth quelques semaines plus tôt, la situation d'ensemble demeure précaire ; l'Administration Trump donne le sentiment de naviguer à vue, ce qui élargit le champ des possibles. En cas de « *burden shifting* », le premier fardeau transféré serait celui de l'aide et du soutien à l'Ukraine. En termes quantitatifs, les pays européens fournissent déjà un peu plus de la moitié de cette aide, mais se substituer en totalité aux États-Unis serait coûteux ; il faudrait se préparer à des batailles politico-budgétaires, à l'intérieur de chaque État comme à l'échelle de l'Union européenne. Par ailleurs, les États européens ne possèdent pas la totalité des moyens nécessaires au soutien de l'Ukraine (arsenaux et stocks d'armes et de munitions) ; il faudrait trouver les voies d'un compromis avec les États-Unis, quitte à financer sur fonds européens des livraisons de matériels et de munitions américaines tant que l'industrie d'armement n'aura pas atteint les niveaux de production requis. D'autre part, l'application d'un cessez-le-feu ou d'un accord de paix nécessiterait une « force de réassurance », déployée par une coalition de volontaires, avec la France et le Royaume-Uni comme nations-cadres (2). Qu'un accord soit trouvé ou non avec la Russie, il importe en tout cas de réaliser que l'Ukraine est la première ligne de défense de l'Europe.

L'Europe dont il est ici question dépasse les limites de l'Union européenne, comme l'indiquent les contours de la « coalition des volontaires ». Le Royaume-Uni joue un rôle moteur (avec la France), la Norvège en est partie prenante et, sur le flanc sud-est de l'Europe géographique, la Turquie participe aux réunions ; on sait le caractère crucial des détroits du Bosphore et des Dardanelles,

(1) Sébastien Falletti, « À Moscou, Xi Jinping et Vladimir Poutine célèbrent le "lien indéfectible" entre la Chine et la Russie », *Le Figaro*, 9 mai 2025. [Disponible ici](#)

(2) L'objectif de 40 000 à 50 000 hommes, avec la couverture aérienne et le soutien logistique requis, excéderait les capacités européennes, nous dit-on. Il correspond aux effectifs déployés en Bosnie et au Kosovo, à l'issue des guerres conduites par la Serbie (avec le soutien russe), ou encore au nombre de soldats européens expédiés sur le théâtre afghan.



dont elle a la garde, et la volonté turque de ne pas laisser la mer Noire devenir un « lac russe ». C'est donc dans le cadre d'un vaste ensemble géopolitique paneuropéen, de l'Arctique à la Méditerranée et de l'Atlantique au Tanaïs (le bassin du Don), que la défense de l'Europe doit être pensée, conçue et organisée. Un tel contexte n'exclut pas le projet d'europanisation de l'OTAN, une question abordée plus haut, mais il faudrait aller encore plus loin en ce sens : le Commandant suprême des forces alliées (le SACEUR) serait confié à un officier général européen, français ou britannique. Idéalement, une telle mutation serait menée en bonne intelligence avec les États-Unis, désireux de se redéployer en Asie-Pacifique. « Puissance européenne », ils deviendraient alors un acteur géostratégique extérieur jouant en Europe ; ce faisant, l'ancien « *stakeholder* » (partenaire/partie prenante) pourrait, en ne facilitant pas le passage de relais se comporter comme un « *spoiler* » (spoliateur/pillard). La question du financement a été abordée plus haut, l'idée étant de mobiliser les instruments existants et d'en concevoir de nouveaux, ouverts aux pays n'appartenant par l'Union européenne. L'achèvement de l'Union économique et monétaire pourrait aussi conférer des « privilèges » à l'euro (en référence au fameux « privilège du dollar »). Le grand dessein serait de faire advenir une « Europe géopolitique » qui prendrait la forme d'une confédération paneuropéenne, coiffée par un Conseil de sécurité composé de quelques nations, Ce conseil donnerait l'impulsion à l'intérieur de l'Union européenne et de l'OTAN europanisée : un G4 (Paris, Londres, Berlin, Varsovie), ou un G5 (avec Rome en sus), qui animerait cette synarchie européenne (1).

Dans le cas d'un retrait total des États-Unis, leur stratégie de dissuasion nucléaire élargie aux alliés européens s'évanouirait ; les armes nucléaires américaines (des bombes B61-12) réparties entre l'Europe (Allemagne, Belgique, Italie, Royaume-Uni) et la Turquie seraient rapatriées (2). Ce n'est donc pas une garantie complémentaire que la France et le Royaume-Uni devraient alors assurer mais une stratégie de dissuasion nucléaire élargie à l'échelle de l'Europe, en lieu et place des États-Unis. Si nous ne sommes pas encore dans l'ordre des faits, les dirigeants allemands, polonais, baltes et autres prennent très au sérieux la possibilité d'un retrait américain. Deux jours avant les élections législatives, le chef de la CDU-CSU, Friedrich Merz, aujourd'hui chancelier, déclarait vouloir « discuter avec les Britanniques et les Français pour savoir si leur protection nucléaire pourrait s'étendre à l'Allemagne » (ZDF, 21 février 2025). Le 5 mars suivant, le président français lui répondit accepter d'ouvrir un débat qu'il avait précédemment cherché à initier (voir son discours sur la dissuasion prononcé à l'École militaire, le 7 février 2020). Deux jours après, le premier ministre Donald Tusk affirmait à la Diète polonaise l'intérêt de son pays pour la question (7 mars 2025) (3). Il revendrait à Paris et Londres, étroitement liés sur les plans militaire et nucléaire, de penser et conceptualiser une doctrine de dissuasion d'envergure européenne, capable de contrecarrer les

(1) Pour mémoire, c'était jusqu'à ce jour la fonction du *Quad* atlantique (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne) pour les questions de défense dans l'OTAN, et celle du G7 (les mêmes, plus le Canada, l'Italie et le Japon) pour les affaires économiques. C'est ainsi que le « minilatéralisme » compense les ferments de dispersion inhérents à un multilatéralisme trop élargi.

(2) Précisons que Washington, en l'état des choses, n'a rien annoncé en ce sens. L'arsenal nucléaire américain déployé en Europe et sur ses contreforts (la Turquie) a même été récemment modernisé. Voir Emmanuelle Maître, « B61-12 – Un déploiement opérationnel en Europe entériné ? », Observatoire de la dissuasion (bulletin mensuel), FRS, février 2025. [Disponible ici](#)

(3) Le 9 mai 2025, Paris et Varsovie ont par ailleurs signé le traité de Nancy, qui comporte une clause de défense venant consolider celles de l'OTAN (l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord) et de l'Union européenne (article 42.7 du traité de l'UE).



gesticulations nucléaires du Kremlin et la stratégie russe de sanctuarisation agressive. Paris et Londres pourraient coordonner leurs patrouilles de SNLE (Sous-marins nucléaires lance-engins), afin de renforcer le principe de permanence à la mer, gage d'invulnérabilité des moyens de la dissuasion. Le Royaume-Uni ne possédant plus de composante aérienne, il reviendrait à la France de déployer des avions Rafale, armées de missiles nucléaires aéroportés, sur le territoire de pays volontaires, cela dans le cadre d'accords bilatéraux. Ces pays participeraient au « soutien logistique des opérations nucléaires » (ouverture de bases, défense aérienne et ravitaillement en vol). Bref, il faudrait répliquer les mécanismes de l'OTAN. Loin d'être improvisée, une dissuasion élargie présupposerait un engagement politique solennel des pays volontaires et son inscription dans un dispositif stratégique d'ensemble, avec une forte composante conventionnelle, dont des systèmes de frappe dans la profondeur du théâtre des opérations et un système de défenses anti-aériennes/antimissiles (1).

L'Europe du Grand Large et l'Indo-Pacifique

Assurément, la guerre d'Ukraine, la défense des frontières orientales de l'Europe et les efforts d'auto-organisation de l'ensemble géopolitique paneuropéen mobiliseront l'attention et les ressources du Vieux Continent. Il serait pourtant périlleux d'ignorer le grand large pour se recroqueviller sur sa base continentale.

Depuis des siècles, l'Europe est ouverte sur l'Océan mondial et elle vit des jeux de l'échange. Pour mémoire, ce sont les nations ibériques – marins, explorateurs, marchands et missionnaires portugais et espagnols –, rapidement imités et concurrencés par leurs homologues français, hollandais et anglais, qui inaugurèrent une mondialisation désormais séculaire, tant dans ses aspects marchands et culturels que géostratégiques et guerriers. Dans un hypothétique monde cloisonné, où la liberté de navigation et l'utilisation des « biens communs » seraient remises en cause, l'Europe pourrait redevenir ce qu'elle était à l'ère précolombienne : un « petit cap de l'Asie » réduit à sa propre dotation écologique (très limitée). Comment donc importer énergie, terres rares et minerais divers sans pouvoir sillonner les mers et accéder librement aux différentes régions du monde ?

À l'évidence, les conséquences d'une agression militaire chinoise sur Taïwan – effets directs (interruption des exportations de semi-conducteurs taïwanais vers l'Amérique, l'Europe et l'Asie) et indirects (perturbation des routes maritimes entre l'Asie et l'Europe, conséquences sur les marchés et la conjoncture économique) –, seraient gravissimes. Aussi les pays européens ne sauraient-ils considérer le détroit de Taïwan et la Méditerranée asiatique comme un lointain théâtre exotique dont le sort leur serait indifférent. Contraire au droit de la mer, l'appropriation par la Chine populaire du détroit de Taïwan et de la plus grande partie des mers qui la bordent remettraient en cause le principe, avec des répercussions majeures en Europe et dans le monde.

(1) Bruno Tertrais, « Est-il temps désormais de déployer un véritable "parapluie nucléaire" européen au-dessus du continent ? », *Le Monde*, 10 mars 2025. [Disponible ici](#)



Loin de se limiter à la région Indo-Pacifique, la Chine populaire projette sa puissance à l'extrémité occidentale de la masse euro-asiatique et tisse une alliance en profondeur avec la Russie. En opposition à l'Occident, elles coordonnent leurs diplomaties et organisent des manœuvres navales communes, en Méditerranée, en Baltique et dans l'Atlantique. Des compagnies chinoises organiquement liées au parti communiste ont acheté des terminaux portuaires européens ou investi dans des infrastructures à caractère stratégique, au péril des enjeux de défense européens ; ce sont autant de raisons pour que les Européens ne négligent pas les ambitions globales de Pékin. En vérité, l'Union européenne, l'OTAN et leurs États membres se sont déjà accordés sur le fait que la Chine populaire constitue un « rival systémique » dont les politiques et les pratiques doivent être contenues. L'OTAN en tant que telle a conclu des partenariats avec plusieurs pays de cette région (Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée du Sud), et certains de ses membres européens sont engagés sous ces latitudes : la France est possessionnée dans l'Indo-Pacifique et elle s'y révèle active ; le Royaume-Uni est partie prenante de l'AUKUS (l'alliance entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie). Enfin, le *Quad* indopacifique (États-Unis, Australie, Japon, Inde) – une structure régionale de coopération qui présente l'avantage d'insérer l'Inde, officiellement « multi-alignée » –, est ouvert à des consultations ou des exercices avec les alliés européens des États-Unis. Très certainement, le renouvellement du partenariat transatlantique implique une coopération renforcée autour de ces enjeux, sur les plans géo-économique (les questions commerciales et technologiques) et géostratégique (la présence navale européenne dans la région Indo-Pacifique). L'agression russe contre l'Ukraine exclut un « *China turn* » de l'OTAN mais ses membres européens ne sauraient faire l'impasse sur la dimension mondiale des dangers et des menaces de l'heure.

En la matière, il importe d'accorder de l'importance au cas de la France, première nation européenne à avoir adopté une stratégie Indo-Pacifique (2019) et à « pousser » cette question au sein de l'Union européenne (1). La France est une puissance riveraine de ce vaste ensemble spatial planétaire : elle y dispose de départements et de territoires, peuplés, et les neuf-dixièmes de son domaine, le deuxième au monde (près de onze millions de kilomètres carrés) se trouvent dans les océans Indien et Pacifique. Le réseau de bases françaises et de facilités navales négociées avec des partenaires régionaux (Inde et Indonésie pour citer les pays les plus « lourds » mais beaucoup d'autres aussi, dont le Japon et l'Australie), l'empreinte militaire et le rayonnement naval font que la France est le pays européen naturellement le plus en pointe dans la région Indo-Pacifique, pour faire respecter la liberté de navigation et, au-delà, promouvoir la solidarité géopolitique entre nations du Monde libre. La mission « Clémenceau-2025 », la première menée par le porte-avions Charles-de-Gaulle et son escorte dans la région Indo-Pacifique, témoigne des ambitions françaises (2). En partenariat avec la VII^e Flotte américaine et les marines des partenaires régionaux, le groupe aéronaval français a affronté la tyrannie des distances et les turbulences de la zone intertropicale pour affirmer l'importance que Paris accorde à la liberté de navigation et à la sécurité des détroits, en conformité avec le droit de la mer. Conduit avec huit autres pays, l'exercice « La Pérouse » s'est déroulé dans les détroits indonésiens (détroits de Malacca, de la Sonde et de Lombok), zone de passage entre

(1) « La stratégie de défense française en indopacifique », Ministère des Armées, 2019. [Disponible ici](#)

(2) « Une mission Clémenceau hors-norme », *Cols Bleus*, n°3125, avril 2025. [Disponible ici](#)



les océan Indien et Pacifique. Plus significatif encore de la prise en compte des situations les plus tendues, le groupe aéronaval français, avec les marines américaine et japonaise, a conduit l'exercice « Pacific Steller », au large de Luzon, une île philippine à proximité de Taïwan. De l'Ukraine à l'Indo-Pacifique, la France assume ses responsabilités. A la manœuvre en Europe et dans le champ des relations transatlantiques, elle ne néglige pas l'échelon mondial et cette Asie vers laquelle se déplacent les équilibres de richesse et de puissance.

En guise de conclusion

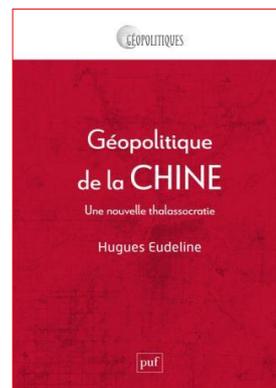
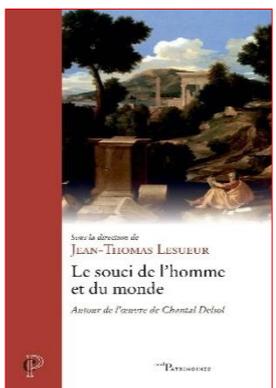
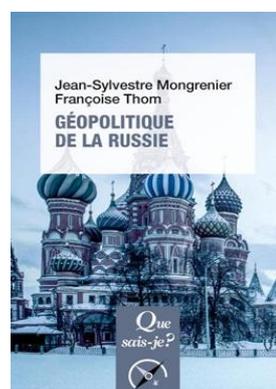
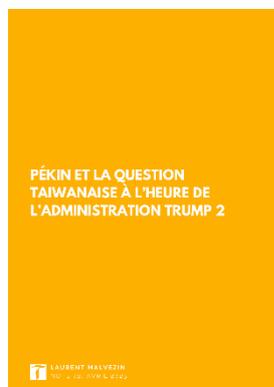
Dans bien des pays européens, les représentations communes demeurent très géo-centrées et *kleinstaatlich*. D'une part, le caractère océano-spatial de la mondialisation ainsi que la densité des interconnexions entre les différentes parties de la Terre sont sous-estimés ; il serait tout simplement impossible de se retrancher derrière d'illusoire parapets. D'autre part, l'État territorial, forgé à l'ère westphalienne, est toujours vu comme la raison et la fin de l'histoire, alors même que nous sommes « jetés » dans un univers de titans. Pour ceux qui partagent cette vue-du-monde, le Don ou la Crimée semblent bien éloignés, *a fortiori* le détroit de Taïwan et la Méditerranée asiatique. Et quand bien même le monde serait-il en guerre ? Il serait toujours loisible, pensent-ils, de se mettre à l'abri d'une ligne Maginot ou d'un tarif Méline. En vérité, ce travers n'est pas spécifiquement européen mais humain; il renvoie à la figure d'Epiméthée, celui qui « réfléchit après coup ». Pourtant, nous sommes embarqués. L'homme est toujours un loup pour l'homme et la géopolitique est faite de contrecoups, à différentes échelles et de part en part du monde : les conflits retentissent les uns sur les autres. D'aucuns parleraient de *Kulturpessimismus*, de pessimisme anthropologique ou de décadentisme. Mais ce n'est pas une simple question d'humeur, d'optique ou de sinistrisme.

Une analyse objective et concrète de la situation mondiale et des théâtres de confrontation, d'une extrémité à l'autre de la masse euro-asiatique, fait ressortir la solidarité géopolitique et l'alliance des puissances révisionnistes qui veulent mettre à bas l'Occident. Flancher sur le théâtre ukrainien aurait des implications dans le détroit de Taïwan et inversement. Si l'on doutait des interconnexions entre la sécurité de l'Europe et celle de l'Asie, qu'on se reporte aux images des soldats chinois qui défilaient le 9 mai dernier sur la Place rouge. Que l'on fasse le décompte des yuans qui maintiennent à flot l'économie de guerre russe, des soldats, des munitions et des engins nord-coréens engagés contre l'armée ukrainienne.

L'hostilité et le bellicisme des ennemis de l'Occident requièrent l'unité et la cohésion de celui-ci. Mais il n'est pas exclu que le nationalisme des uns, le repli des autres – et ce jusqu'au cœur des États-Unis, héritiers des pouvoirs historiques de l'Occident –, ne débouche sur un « schisme » civilisationnel. En ce cas, il reviendrait à l'Europe, berceau de l'Occident moderne, notamment à quelques puissances européennes de premier plan, de reprendre le fardeau du pouvoir et des responsabilités, conformément à l'esprit général de la civilisation occidentale. Il leur faudrait tenir l'axe Baltique-mer Noire, tout en se projetant sur les mers, jusqu'en Extrême-Orient.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site





Programme Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

